

## Annexe B: MODELE DE LA PROPOSITION DE PROJET

### Modèle de la proposition de projet

#### CANDIDATURE AU FINANCEMENT DE PROJETS DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIÉTÉ

<b>NOM DU PROJET :</b>	<b>PROJET D'APPUI À L'EMPOWERMENT DES JEUNES – « PAJE -GAKASSINEY »</b>
<b>MONTANT DEMANDÉ :</b>	<b>937 014 euros</b>
<b>DURÉE DU PROJET :</b>	<b>18 mois</b>
<b>DATE DE LA CANDIDATURE :</b>	<b>24 SEPTEMBRE 2021 (dernière version introduite)</b>

### 1. Organisation

1. **Nom complet** : Vétérinaires Sans Frontières Belgique
2. **Abréviation** : VSF-B
3. **Statuts légaux** : ASBL / ONG
4. **Adresse officielle** : rue de la charité, 22 – 1210 Bruxelles (Belgique)
5. **Adresse de correspondance** : Avenue des Arts, 7/8 – 1210 Bruxelles (Belgique)
6. **Représentant (nom et fonction)** : Marc Joolen, Directeur Général
7. **Site web** : [www.veterinairessansfrontieres.be](http://www.veterinairessansfrontieres.be)
8. **Personne de contact** : Julia Butillon
9. **Numéro de téléphone** : +32 4 240 49 53
10. **Téléphone mobile** : N/A
11. **E-mail** : [j.butillon@vsf-belgium.org](mailto:j.butillon@vsf-belgium.org)

### 2. Données bancaires

1. **Nom de la banque** : CBC
2. **Adresse de la banque** : Avenue Albert 1<sup>er</sup>, 60 – 5000 Namur (Belgique)
3. **Numéro de compte** : BE76 7320 0914 1895
4. **IBAN (EU)** : BE76 7320 0914 1895
5. **Titulaire du compte** : VETERINAIRES SANS FRONTIERES BELGIQUE ASBL
6. **BIC / SWIFT** : CREGBEBB
7. **Référence de paiements** : PAJE21DG

### 3. Motivation (Pertinence)

#### 3.1. Contexte

Le Sahel est, d'une façon générale, caractérisé comme étant une zone fragile avec l'effet conjugué de plusieurs foyers d'insécurité animés par des Groupes Armés Non Etatique (GANE), du changement climatique sur les systèmes de production agropastoraux et d'une forte croissance démographique avec comme conséquence la prédominance d'une population très jeune et en manque d'opportunités.

La région de Tillabéri, dans l'extrême ouest du Niger, a une population essentiellement composée de pasteurs, d'agropasteurs et d'agriculteurs, estimée à 3 762 349 habitants<sup>1</sup> en 2021 dont 32,6% de jeunes

<sup>1</sup> Projection de l'Institut national de la Statistique à partir du RGPH, 2012

de moins de 35 ans (soit 1 226 864<sup>2</sup>). En plein cœur du Sahel, elle est soumise aux effets néfastes du changement climatique, dont l'accélération du phénomène de la désertification, avec des conséquences socioéconomiques et environnementales sans précédent, qui impactent notamment la vallée du fleuve Niger avec l'ensablement de son lit, mais également des inondations devenues récurrentes ; affectant durablement les systèmes de production agropastoraux avec une forte dégradation des terres de culture et de parcours. La forte pression foncière a pour conséquence une exclusion de plus en plus brutale des jeunes et femmes de l'accès au foncier et au capital bétail pour les pasteurs. Cette transformation en cours des systèmes agropastoraux traditionnels réduit d'autant plus les opportunités, surtout pour les jeunes, qui ne sont plus absorbés par les économies locales et sont ainsi contraints à l'exode, au désœuvrement, voire poussés à rejoindre les Groupes Armés Non Etatiques - GANE.

Depuis bientôt une décennie, la région est confrontée aux activités des GANE, à la montée de la criminalité (règlements de comptes, extorsion de fonds/zakat, incendies des greniers, vols de bétail, assassinats ciblés ou de masse, etc.) et à l'exacerbation des tensions entre les communautés. Les GANE sont très actifs dans l'ouest (frontière avec le Burkina), au nord-ouest dans la zone des trois frontières (Niger, Mali et Burkina Faso) et au nord le long de la frontière avec le Mali. Leurs activités ont entraîné le déplacement interne des populations (estimées à plus de 298 000<sup>3</sup> personnes, dont 83 000 personnes pour la zone ouest au 30 novembre 2020) ; mais également la déstructuration ou l'arrêt pur et simple des activités commerciales (fermeture ou inaccessibilité de certains marchés), des activités de production agricole et pastorale. La montée de l'insécurité dans la région a conduit le gouvernement nigérien à instaurer l'État d'urgence, tout d'abord dans cinq départements en 2017, puis étendu à tous les départements depuis décembre 2019. Depuis le début septembre 2021, le gouvernement a desserré un peu l'étai en permettant, à titre expérimental, la circulation des motos, ce qui va redonner un regain aux transactions économiques.

L'insécurité couplée aux conditions de vie précaires à la fois pour les communautés déplacées et les communautés hôtes, ont fortement réduit les transactions économiques, avec notamment la fermeture de certains marchés ruraux et l'accès aux services de base. A titre illustratifs : 312 écoles<sup>4</sup> fermées, ayant entraîné la déscolarisation de 22 876 élèves dont 10 513 filles, 8 centres de santé désintégrés et 24 cases de santé, avec plus de 30 000 personnes sans accès aux services de santé en pleine pandémie de COVID – 19 et d'épidémies de choléra. Récemment le gouvernement du Niger, avec l'aide de ses partenaires, a fourni de gros efforts pour restaurer la paix et s'engage dans la réinstallation des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans leurs localités d'origines (ANZOUROU) pour reprendre leurs activités sociales et les productions agro-sylvo-pastorales. Dans un tel contexte, les femmes, les enfants et les jeunes sont les plus vulnérables. La jeunesse rurale, confrontée au manque d'occupation, d'opportunités économiques et à l'oisiveté suite à l'altération des moyens de subsistance par le changement climatique entre autres, est incitée à rejoindre les GANE, nourrissant encore l'atmosphère électrique selon un cercle vicieux devenu dramatique. Dans le but d'apporter sa contribution à l'empowerment et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la région, VSF-B propose à travers ce projet d'intervenir dans deux départements (Torodi et Gothèye) de la région de Tillabéri soit 3 communes (Torodi, Gothèye, Dargol). La population totale concernée est estimée à 585 474 personnes, dont 32,60% de jeunes et 50,54% de femmes. Malgré la situation d'insécurité dans cette zone, les chefs-lieux de ces communes ainsi que les villages aux alentours restent accessibles.

---

<sup>2</sup> Tranche d'âge compris entre 15 et 35 ans

<sup>3</sup> Source : <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/niger/protection>

<sup>4</sup> Rapport de situation Niger de OCHA du 27 mars 2021

### 3.2. Définition du problème

VSF-B a conduit une mission d'identification sur le terrain, afin de recueillir les avis des jeunes, des autorités et des structures d'encadrement des jeunes (STD et centres de formation aux métiers- CFM), les activités retenues dans cette proposition découlent des échanges avec ces acteurs. Ainsi, les jeunes (hommes et femmes) sont confrontés à une multitude de défis dont : les inégalités de genre dans l'accès aux ressources et à l'emploi ; un très faible niveau de qualification technique et professionnelle ; les difficultés d'accès aux ressources foncières du fait de la forte pression foncière ; le manque d'information sur les opportunités économiques porteuses et des conditions peu incitatives au développement des affaires, incitant à l'exode ; les jeunes issus du milieu pastoral sans qualification, ni éducation sont en proie au banditisme et au recrutement par les GANE ; l'abandon de plusieurs activités de production et de services du fait de l'insécurité (limite de déplacement, marchés inaccessibles, etc.). S'agissant de la gouvernance locale, il faut noter une absence de prise en compte dans la planification communale des besoins des jeunes et des femmes et leur faible représentation dans les instances communales. Quelques jeunes sont tout de même élus dans certains exécutifs communaux (par exemple à Torodi où le Maire, le 1<sup>er</sup>adjoint et le président de la commission sociale sont tous des jeunes), mais il apparaît que cela n'est pas suffisant pour une prise en compte effective des aspirations des jeunes. Il existe des CFM dans chaque commune, mais qui manquent de moyens et le soutien à l'insertion des jeunes formés est très insuffisant. L'élevage offre des possibilités d'entrepreneuriat et d'AGR, mais insuffisamment exploitées. Les mares et vallées (dont le fleuve Niger et ses affluents) sont peu valorisées pour le maraîchage. Enfin, la proximité de Niamey, qui est un grand marché pour les produits des filières de l'agriculture et de l'élevage, est également peu exploitée.

### 3.3. Pertinence au regard des critères de l'appel à projets

Ce projet cadre avec les ODD ciblés par l'appel à projet et avec ses différents critères. Il offre une réponse concrète et immédiate aux problèmes des jeunes hommes et femmes dans une zone marquée par une insécurité à multiples visages, tout en posant les bases d'une reconstruction durable de la cohésion sociale comme de l'économie locale. Les contraintes de ces jeunes ont été recueillies et prises en compte dans le design des activités. Le projet cadre avec les objectifs de la politique nationale de la jeunesse dont le but est de : *rendre la jeunesse apte à impulser le développement durable du pays à l'horizon 2024.*

En se focalisant sur la promotion d'opportunités alternatives de création d'entreprises, d'AGR et d'emplois décents et durables pour les jeunes hommes et femmes, les actions retenues adressent les problèmes soulevés par l'appel à projet et tiennent compte du caractère transitionnel de la zone, fortement éprouvée par le contexte difficile, et qui nécessite une réponse multidimensionnelle, adressant tout à la fois les problèmes à court, moyen et long termes.

## 4. Objectifs (Efficacité)

✎ **Objectif général** : La finalité du projet est de : *Contribuer au renforcement de la résilience et la cohésion sociale des populations locales grâce à l'autonomisation économique et la participation citoyenne des jeunes femmes et hommes dans les départements de Torodi et Gothèye, fragilisés par les effets des conflits et du changement climatique.*

✎ **Objectifs spécifiques** : (1) Promouvoir des opportunités économiques et écologiques innovantes offrant des alternatives d'emplois décents et de revenus durables aux jeunes (hommes et femmes) à travers leur réinsertion dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques éprouvées par l'insécurité et les effets du changement climatique ; (2) Favoriser l'empowerment et la participation citoyenne des jeunes (hommes et femmes) afin qu'ils se positionnent en leaders de la gouvernance communale et en leviers pour la prévention, la gestion des conflits et la construction de la paix durable.

👉 **Groupe-cible** : Le projet cible les jeunes, dont 50% de femmes, âgés de 18 à 35 ans, ainsi que leurs organisations dans trois communes des départements de Torodi (commune de Torodi) et Gothèye (communes de Gothèye et Dargol). Il s'agit prioritairement des jeunes autochtones et déplacés internes installés dans les chefs-lieux des communes ou dans les gros villages aux alentours et accessibles (Cf. *carte en annexe 3*). Ces jeunes sont ceux des filières d'élevage et agricoles, motivés car ayant déjà commencé des activités, mais abandonnées par manque de moyens, de formations ou suite aux effets de l'insécurité et du changement climatique. Le projet touchera directement quelques 1320 jeunes dont : 120 pour les microentreprises rurales, au moins 300 pour les AGR individuelles et au moins 900 issus des organisations de jeunes (GIE, associations, fadas<sup>5</sup>, conseil des jeunes, etc.) pour la gouvernance.

## 5. Activités et Stratégies (Efficience)

### 5.1. Stratégies développées

#### 5.1.1. Résultats attendus du projet

👉 **Objectif spécifique 1, trois résultats attendus** : *R1.1 : Des Micro-entreprises rurales innovantes (start-up) sont appuyées dans les chaînes de valeur porteuses de l'élevage* : il s'agit ici d'appuyer la création de 30 microentreprises rurales individuelles ou familiales portées par des jeunes actifs sur les différents maillons (production, collecte, transformation, distribution) des chaînes de valeur de l'élevage – CVE (lait, viande/bétail, volaille). Ces micros-entreprises vont générer des emplois permanents et temporaires pour des jeunes femmes et hommes estimés au total à 120. *R1.2 : Les jeunes ont développé des activités économiques génératrices de revenus innovantes, rentables et durables articulées aux chaînes de valeurs d'élevage et agricoles* : il s'agit d'une diversité d'activités individuelles, surtout de services, répondant aux besoins de l'économie rurale et liées au développement des CVE, pour environ 300 jeunes hommes et femmes (100 par communes). Il s'agira par exemple du transport de produits et producteurs agropastoraux des lieux de production vers les marchés ruraux par tricycles ou charrettes, les petits métiers (réparation de moto et de matériel agricole, etc.) ; des jeunes formés par les centres de formation aux métiers (CFM) des communes ou initiés lors d'un apprentissage privé ; des activités de production agricole comme le maraichage, etc. Ces activités seront identifiées et catégorisées pendant le diagnostic rapide. *R1.3 : les CFM intègrent la dimension élevage dans leur offre de formation au profit des jeunes* : Les CFM sous tutelle des communes sont censés offrir des formations aux jeunes répondant au besoin de l'économie locale. L'appui vise à assurer la prise en compte de l'élevage et offrir de nouvelles opportunités pour les jeunes dans la production et la transformation des sous-produits de l'élevage.

👉 **Un résultat attendu avec l'objectif spécifique 2** : *R2.1 : Les jeunes ont des capacités renforcées et participent activement à une gouvernance communale inclusive et la construction d'un climat de paix durable* : Cela consiste à stimuler la prise de conscience par les jeunes des enjeux de la gouvernance locale et de ce qu'ils représentent comme force pour le développement de leur commune et leur participation dans la lutte contre l'insécurité, la construction de la paix durable et la coexistence pacifique entre les différentes communautés et systèmes de production. Il s'agira également de renforcer leur leadership pour influencer le processus de planification communal pour inclure leurs besoins et visions d'avenir dans les budgets et qu'ils puissent effectuer un suivi pour assurer que les investissements prévus soient réellement effectués.

#### 5.1.2. Stratégie opérationnelle pour les activités

👉 **Démarche opérationnelle** : La démarche globale de mise en œuvre des activités va consister en : (i) un **diagnostic rapide préalable** pour analyser plus en profondeur l'économie locale et les chaînes de

---

<sup>5</sup> Groupe informel de jeunes

valeur de l'élevage, pour déterminer et caractériser les opportunités porteuses pour les jeunes ; (ii) Mettre en place un **mécanisme d'octroi** des subventions transparent et un **mécanisme de plainte**; (iii) Effectuer un **ciblage des bénéficiaires** : caractérisation des bénéficiaires, organisation pour un ciblage équitable et transparent qui assure que les bons promoteurs sont retenus avec au besoin une discrimination positive pour les filles ; (iv) Mettre en œuvre des **formations pratiques** répondant au besoin de chaque activités avec utilisation des compétences locales des CFM, des services techniques (STD) et des services vétérinaires privées de proximité (SVPP) installés dans toute la zone ; (v) la mise en place des **appuis en équipements/outils et des subventions** ; (v) le **coaching et suivi/accompagnement** des promoteurs.

✎ **Approches globales pour les activités** : La stratégie globale pour l'entrepreneuriat et les AGR sera basée sur deux principales approches : (i) Pour les activités de production, il sera privilégié une **approche d'intégration de l'agriculture et l'élevage** pour plus de compétitivité, par exemple, l'embouche combinera la production fourragère et l'alimentation du bétail ; (ii) La **motivation des promoteurs** sera un point d'attention, le ciblage se fera selon les modalités décrites au point 4 sur le groupe cible ; (iii) Le renforcement des CFM s'inscrit dans une **approche de durabilité** car leur permettant de mieux s'intégrer dans leur environnement et de répondre aux besoins de l'économie rurale. C'est aussi offrir une opportunité de moderniser progressivement la pratique de l'élevage. Pour l'empowerment et la participation citoyenne des jeunes, l'approche visera (a) les organisations des jeunes actives, qui seront **alimentées en informations utiles et formées** pour mieux appréhender les enjeux de la gouvernance locale et leurs rôles et responsabilités, (b) Le projet jouera un **rôle de catalyseur** pour une émulsion entre les jeunes, les élus et exécutifs communaux. Un soutien des bases associatives des jeunes aux élus leur permettra sans doute de s'affranchir des pressions des formations politiques pour mieux considérer les besoins des jeunes ; (c) Les formations et les débats thématiques sur la sécurité et la construction de la paix visent à sensibiliser les jeunes sur leurs enjeux pour leur épanouissement et leur **implication dans l'instauration d'une paix durable**.

✎ **Principes clés pour la réalisation des activités** : (i) Une **forte implication des communes** en tant que maître d'ouvrage du développement communal ; (ii) la **flexibilité de la démarche** du projet pour tenir compte des éventuels changements du contexte (Risk modifier) ; (iii) Les formations avec des méthodes d'**apprentissage pratique** et très peu de théorie ; (iv) L'introduction de **technologies maitrisables par les jeunes et climato sensibles** (exemple : panneaux solaires pour couveuses, éclairage et chargeurs de batteries) ; (v) **l'intégration de l'agriculture et de l'élevage** pour réduire les coûts et maximiser la production, (exemple combiner l'embouche avec la production fourragère avec des semences sélectionnées) et enfin (vi) **Partenariat et synergie** dans la réalisation des activités.

✎ **Stratégie temporelle** : La durée totale du projet étant de 18 mois, les 3 premiers mois seront consacrés aux activités d'installation et de création des conditions de réalisation rapide des activités ; les 11 mois suivants aux activités de formation, d'appui conseil et de financement des promoteurs, les 4 derniers mois au suivi/accompagnement et la mise en relation des promoteurs d'AGR et microentreprises avec les acteurs des chaînes de valeur retenues.

## 5.2. Activités planifiées *(les coûts de chaque activité sont détaillés dans le budget)*

Les principales activités planifiées par résultat (sans êtres limitatives) seront complétées et spécifiées par communes lors de l'étude diagnostique de démarrage et comprennent notamment : **Activités du R1.1** : A1.1.1 : identifier les jeunes et leurs besoins d'appui par type d'initiative d'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur lait, viande et volaille (production, transformation semi-artisanale des sous-produits d'élevage, commercialisation). Les types d'activités possibles sont entre autres : embouche ovine et bovine ; commercialisation ; Production et vente de fourrage ; aviculture semi traditionnelle (production de pintades ou autres volailles à haute valeur marchande comme les races rares de pigeon, les pintades galors, les grandes oies avec des couveuses solaires, etc. A1.1.2 : Assurer des formations thématiques et

professionnalisantes : GERME, techniques d'élevage, etc. ; A1.1.3 : Mettre en relation avec les acteurs d'encadrement, de financement et de commercialisation : SVPP ; STD, IMF ou bancaires, revendeurs/intermédiaires de vente. A1.1.4 : Financer l'installation des micro-entreprises (start-ups) : octroi de subventions d'installation et d'équipements. **Activités du R1.2** : A1.2.1 Sensibiliser les jeunes sur les types d'AGR rentables ; A1.2.2 Appuyer les jeunes en petits équipements et matériels ; A1.2.3 Former les jeunes sur les GERME ; A1.2.4 Octroi de fonds de roulement ; A1.2.5 Insertion au marché. **Activités du R1.3** : A1.3.1 Elaboration des modules de formation (pratique d'élevage et transformation) ; A1.3.2 Doter les CFM en équipements et matériels de formation en élevage (techniques d'élevage ; transformation des sous-produits) ; A1.3.3 Suivi et appui post installation des jeunes promoteurs. **Activités du R2.1** : A2.1.1 Identifier les organisations actives des jeunes à même de jouer un rôle dans la gouvernance locale : Fadas, Groupes AVEC de femmes, GIE des jeunes, conseil national de la jeunesse etc. ; A2.1.2 Former les membres des organes de gouvernance des organisations des jeunes sur le contrôle citoyen, élaboration du budget participatif, le leadership ; A2.1.3 Mise en relations avec les communes ; A2.1.4 Organiser des débats informés animés par les jeunes dans les quartiers et sur les radios locales sur des thèmes comme : paix et sécurité, devoir et droit du citoyen, la gestion communale, droits et rôles des femmes, la motivation des jeunes à l'entrepreneuriat, etc. ; A2.1.5 Séances de travail entre les jeunes et les élus pour l'analyse des besoins en amont du processus budgétaire ou de la planification ; A2.1.6 Appuyer l'élaboration ou la révision des PDC pour la prise en compte des besoins des jeunes.

### 5.3. Chronogramme

Principales activités prévues / mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A11 Identifier les jeunes et besoins d'appui	■																	
A112 Assurer des formations professionnalisantes			■	■	■					■	■	■						
A113 Mettre en relations						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
A114 Financer l'installation microentreprises			■	■	■						■	■	■					
A121 Sensibiliser les jeunes sur les types d'AGR		■							■									
A122 Appuyer les jeunes en petits équipements et matériels			■	■	■							■	■					
A123 Former les jeunes sur les GERME			■									■	■					
A124 Octroi de financement				■	■							■	■	■				
A1.2.5 Insertion au marché						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
A131 Elaboration des modules de formation		■	■	■														
A132 Doter les CFM en équipements et matériels de formation			■	■	■													
A133 Suivi /appui post installation des jeunes promoteurs				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A211 Identifier les organisations actives des jeunes	■																	
A212 Former les membres des organes organisations des jeunes		■	■	■														
A213 Mise en relations avec les communes			■	■	■	■	■	■	■									
A214 Organiser des débats informés animés par les jeunes				■	■			■	■			■	■			■		
A215 Séances de travail entre les jeunes et les élus				■				■	■							■		
A216 Appuyer l'élaboration ou la révision des PDC							■	■	■	■	■	■						

### 5.4. Capacités organisationnelles

VSF-B est déjà présente dans cette zone, à travers ses projets d'appui à la santé animale, qui ont permis l'installation d'un service vétérinaire privé (SVPP) dans chaque département soit 2 vétérinaires et un réseau de plus de 60 auxiliaires d'élevage fonctionnels. En octobre prochain, VSF-B va démarrer un projet humanitaire financé par la DGD Humanitaire (D5.1) dans le département de Torodi et qui va cibler essentiellement les PDI, dont en priorité les femmes et les jeunes. VSF-B est membre du consortium RECOSA, financé par le fonds fiduciaire Sahel de l'UE (fuseau 2) et met en œuvre des activités de résilience dans les communes de Gothèye et Dargol.

Le projet sera mis en œuvre avec l'ONG nationale DIKO. Créée en 2007, cette ONG dispose d'une bonne connaissance de la zone d'intervention à travers entre autres la mise en œuvre d'actions de création

d'infrastructures culturelles et de formations au profit des jeunes, d'appui aux CFM, d'accompagnement des jeunes et des femmes dans la conduite d'AGR ainsi que leur participation à la gouvernance locale.

Les ressources humaines pour l'exécution seront constituées d'un chef de projet fourni par VSF-B et basé à Niamey, de trois (3) animateurs fournis par DIKO qui seront chacun dans une commune. Ils bénéficieront des appuis techniques, méthodologiques et en gestion du bureau pays de VSF-B qui fournira les moyens logistiques (1 véhicule et 3 motos) nécessaires à l'exécution du projet.

## 6. Partenaires (Synergies et complémentarités)

✎ **Partenaires locaux et internationaux et leur valeur ajoutée** : Les partenaires communaux qui vont participer à l'exécution des activités sont : les STD présents (élevage, agriculture, développement communautaire, jeunesse, promotion de la femme, etc.) et les SVPP qui vont assurer les formations et l'encadrement, les CFM pour les formations professionnalisantes et les communes pour la maîtrise d'ouvrage du projet. Une convention sera établie avec le gouvernement de Tillabéri pour définir les modalités de leurs interventions dans le projet.

✎ **Méthode d'identification et d'interactions avec les partenaires locaux** : Le projet va s'inscrire dans le dispositif communal et départemental de coordination des actions de développement pour partager les informations et éviter les duplications d'activités. Les acteurs de mise en œuvre retenus ci-dessus sont ceux qui œuvrent déjà dans l'accompagnement des jeunes.

✎ **Autres donateurs** : La mise en œuvre de ce projet sera entièrement financée par le service de Développement transitionnel et gouvernance de la coopération au développement belge.

✎ **Synergies et complémentarités avec d'autres interventions** : Des synergies et complémentarités opérationnelles seront construites avec les projets des autres bénéficiaires. Des réunions seront organisées au niveau de chaque commune pour identifier et mettre en œuvre les axes de synergie avec les autres intervenants, y compris les projets de la coopération Belge et de ENABEL dans la zone. Les activités et acquis du projet seront également partagés dans le cadre stratégique commun (CSC) des acteurs belges.

## 7. Impact et durabilité

Le changement majeur à court terme vise à rendre les jeunes bénéficiaires autonomes et à leur permettre de vivre décemment d'activités rentables et durables, et de participer pleinement à la vie de leur commune. A moyen et long terme, l'économie locale est redynamisée et la paix et la cohésion sociale sont renforcées. L'implication et la responsabilisation des collectivités, des STD, SVPP et des CFM dans la mise en place des activités permettra une appropriation locale du suivi post projet. La dotation des CFM en matériels et modules de formation en élevage va leur permettre non seulement d'assurer un suivi post projet mais surtout de poursuivre la formation d'autres jeunes dans le domaine de l'élevage, afin de le renforcer comme l'un des piliers de l'économie locale.

## 8. Visibilité du donateur

Des gadgets (calendrier/tee shirt, plaquettes, etc.) seront confectionnés et distribués. Des panneaux publicitaires mentionnant des informations clés (nom projet, durée, bailleur et acteurs de réalisation) seront placés dans les chefs-lieux de communes. À la fin du projet, un publiportage télévisé sera réalisé et diffusé et une brochure de capitalisation produite et diffusée.

## 9. Méthode de suivi (Capacité de gestion)

### 9.2. Proposition de suivi et évaluation à formuler par la/le candidat. e

Le système de suivi évaluation, basé sur la Gestion Axée sur les Résultats et sensible au genre, sera participatif, en impliquant dans la collecte et les analyses les différents acteurs locaux. Les principaux outils seront : (i) L'outil de cadrage qui détermine le cadre optionnel du suivi évaluation ainsi que les plannings de démarrage et de clôture du projet ; (ii) Le cadre logique selon le format GAR ; (iii) La

matrice de planification opérationnelle ; (iv) La matrice de suivi des indicateurs ; (v) La matrice de suivi des risques ; (v) La matrice de suivi des recommandations et d'apprentissage. La collecte des données sera digitalisée avec utilisation des smartphones et la plateforme KoboToolbox pour la centralisation, l'exploitation et l'analyse automatisées des données collectées. Le système de suivi-évaluation du projet reposera sur : (i) une enquête initiale pour la situation de référence et à la fin pour déterminer le niveau de performance du projet ; (ii) Le suivi interne continu pour apprécier le niveau et la qualité des réalisations ; (iii) Les missions de suivi PTF ; (iv) une auto-évaluation finale participative.

## 9.2. Cadre logique

Logique d'intervention	IOV	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif général</b> : Contribuer au renforcement de la résilience et la cohésion sociale des populations locales grâce à l'autonomisation économique et la participation citoyenne des jeunes femmes et hommes dans les départements de Torodi et Gothèye, fragilisés par les effets des conflits et du changement climatique			
<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>OS1.</b> Promouvoir des opportunités économiques et écologiques innovantes offrant des alternatives d'emplois décents et de revenus durables aux jeunes (hommes et femmes) à travers leur réinsertion dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques éprouvées par l'insécurité et les effets du changement climatique	- Nbre d'emploi créés pour les jeunes (AGR et micro entreprises) dans les chaînes de valeur lait, bétail /viande, volaille ; - % de promoteurs qui appliquent les bonnes pratiques adaptatives au CC	- Rapports d'enquêtes auprès d'un échantillon représentatif -Rapports d'activités de suivi des bénéficiaires	- La zone couverte n'est pas touchée par des catastrophes naturelles graves (sécheresse, attaques acridiennes, inondations...) ; - La zone couverte est accessible malgré l'existence de l'insécurité ;
<b>OS2.</b> Favoriser l'empowerment et la participation citoyenne des jeunes (hommes et femmes) afin qu'ils se positionnent en acteurs importants de la gouvernance communale et en leviers pour la prévention, la gestion des conflits et la construction de la paix durable	Nombre de structures de jeunesse qui interagissent avec les communes ; Nombre d'interpellation des élus par les organisations des jeunes	- Rapports d'activités et d'enquêtes ; - Fiches de présence aux instances de décision	
<b>Résultats attendus</b>			
<b>R1OS1.</b> Des Micro-entreprises individuelles innovantes (start-up) sont appuyées dans les chaînes de valeur de l'élevage	% de micro-entreprises innovantes rentables des jeunes dans les CVE (par rapport au total mis en place)	- Rapport d'activités ; - Fiches de suivi des comptes d'exploitation des micro entreprises	L'environnement institutionnelle est favorable à l'émergence de microentreprises
<b>R2OS1.</b> Des jeunes ont développé des activités économiques génératrices de revenus innovantes, rentables et durables articulées aux chaînes de valeurs d'élevage et agricole	% d'AGR rentables pour les jeunes dans les chaînes de valeur	- Rapport d'activités ; - Fiches de suivi des comptes d'exploitation d'AGR des bénéficiaires	Le dispositif d'appui conseils est accessible pour accompagner les promoteurs dans les CVE
<b>R3OS1.</b> Les centres de formations aux métiers intègrent la dimension élevage dans leur offre de formation au profit des jeunes	Nbre des CFM dotés de modules de formation en élevage adaptatives au changement climatique et réalisant les formations en élevage ; % de jeunes formés par le CFM en élevage	- Rapports d'activités ; - Modules de formation	Les responsables institutionnelles des CFM adhèrent aux activités et à la vision du projet
<b>R1OS2.</b> Les jeunes ont des capacités renforcées et participent activement à une gouvernance communale inclusive et la construction d'un climat de paix durable	% des structures de jeunes actifs dans les actions de veille citoyenne ; Part du budget communal affectée aux investissements pour les jeunes	- Fiches de suivi - PV des réunions de planification du conseils communaux ; Rapports d'activités	Les élus locaux sont réceptifs aux initiatives de gouvernance inclusive ; Les élus sont disposés à dialoguer avec les jeunes
<b>Activités</b> Cf. Description des activités planifiées	Ressources financières : 937 014 Euro Ressources humaines : 1 chef de projet et 3 animateurs communaux Moyens logistiques : 1 véhicule et 3 motos		

## 10. Analyse de risques et « Risk modifier ».

### 10.1. Analyse de risques

Risques	Probabilité (1 à 4)	Manifestations	Incidence sur le projet	Mesures d'atténuation
Une sécheresse aigue provoque une crise alimentaire et/ou pastorale majeure	Probable (3)	Déplacement des populations, exode des jeunes. Perte des moyens d'existence	Le jeunes bénéficiaires du projet quittent les zones rurales pour Niamey ou ailleurs.	Suivi de la situation pastorale pour anticiper la crise. Plaidoyer auprès des humanitaires pour la prise en compte des jeunes dans leurs opérations. Valoriser le programme humanitaire DGD mis en œuvre par VSF-B à Torodi
Accroissement et extension de l'insécurité dans les zones accessibles aujourd'hui	Possible (2)	Augmentation du nombre de PDI. Interdiction de circulation de moto, Fermeture de marchés	Limite/empêchement des déplacements des équipes sur le terrain. Réduction des opportunités de marchés pour les AGR et microentreprises	Respecter les consignes sécuritaires. S'informer en permanence sur la sécurité dans la région d'intervention. Adopter des mesures alternatives en s'appuyant sur les STD et les SVPP
Recrudescence de la COVID et adoption des mesures très restrictives par le gouvernement	Possible (2)	Fermetures des frontières, interdiction de réunions/ateliers, isolement de Niamey	Impossibilité de tenir des réunions ou des sessions de formations prévues par le projet. Impossibilité d'aller en mission hors de Niamey	Mettre en place les mesures barrières et respect des consignes des autorités. Suivi et Respect des consignes de sécurité (INSO et autorités). Réaliser les activités par les STD et les SVPP avec suivi à distance

### 10.2. Risk modifier

Tenant compte du contexte spécifique de fragilité de la zone ainsi que des efforts actuels du gouvernement et de ses partenaires pour restaurer la paix dans toute la zone, le projet va mettre en place un fond de contingence de 60 millions de FCFA, qui lui permettra de réagir à toute évolution du contexte, positive comme négative. Il s'agira notamment du retour et de la réinstallation des populations, surtout des jeunes, dans leurs localités d'origine, ou, au contraire, d'une intensification du déplacement des jeunes vers les grands centres. Ce fond de contingence permettra donc, selon les circonstances, soit d'augmenter le nombre de bénéficiaires pour y inclure des retournés, et/ou de couvrir les frais de redéploiement dans de nouvelles sécurisées ; soit encore de faire face aux effets d'une éventuelle crise due à une sécheresse majeure (campagne 2022). En cas de non-activation du risk modifier au plus tard à 4 mois de la fin du projet, les montants ainsi provisionnés dans le budget seront utilisés pour accroître le nombre de bénéficiaires du projet.

## 11. Budget détaillé basé sur les résultats en Euro (Efficience)

Montant en Euro

Rubriques	Unité	Quantité	Prix unitaire	Coût total
<b>I. PARTIE SUPPORT</b>				<b>274 189</b>
<b>I.1. Ressources humaines</b>				<b>205 400</b>
<b>I.1.1 Salaire personnel à 100%</b> (toutes charges compises)				<b>84 548</b>
Chef de Projet	Par mois	18	1 490	26 812
Animateurs communaux Polyvalents (03)	Par mois	54	903	48 760
Chauffeur	Par mois	18	499	8 975
<b>I.1.2 Coût Personnel administratif/d'appui</b>		-		<b>120 852</b>
Backstopping Bureau pays VSF-B				65 033
Backstopping ONG DIKO	Par mois	18	762	13 720
Support et monitoring Bureau régional VSF-B 10%	Par mois	18	1 259	22 669
Support et monitoring VSF-B siège 5%	Par mois	18	1 079	19 429
<b>I.2. Missions terrain et internationale</b>				<b>12 028</b>
Per diems Mission terrain équipe projet et backstopping				9 741,49
Voyages internationaux (per diems, hébergement, billets)	Missions	2	1 143	2 287

Rubriques	Unité	Quantité	Prix unitaire	Coût total
<b>I.3. Équipement et fournitures</b>				<b>7 241</b>
Mobilier et autres équipements de bureau	Climatiseur	5	381	1 906
Matériel informatique et consommables	ordinateurs	5	1 067	5 336
<b>I.4. Logistique (maintenance, assurance, etc.)</b>				<b>17 617</b>
Coût d'utilisation véhicule	Par mois	18	654	11 772
Coût d'utilisation des motos (3motos)	Par mois	18	325	5 845
<b>I.5. Bureau local</b>				<b>31 902</b>
<b>I.5.1 Loyer et charges locatives</b>				<b>16 764</b>
Location de bureau (20%)	Par mois	18	759	13 666
Entretien bureau 20%	Par mois	18	69	1 241
Gardiennage bureau (20%)	Par mois	18	103	1 858
<b>I.5.2 Consommables - fournitures de bureau</b>			-	<b>2 744</b>
Consommables	Par mois	18	76	1 372
Fournitures de bureau	Par mois	18	76	1 372
<b>I.5.3 Autres services</b>				<b>12 394</b>
Tél./internet, électricité/eau, générateur, maintenance 20%	Par mois	18	508	9 147
Communication (flotte)	Par mois	18	53	960
Contribution audit VSF	Audit	1,5	1 524	2 287
<b>II. PARTIE PROGRAMME</b>				<b>601 526</b>
<b>II.1 Autres coûts, services</b>				<b>10 671</b>
Analyse diagnostique et situation de référence	Analyse	1	1 524	1 524
Communication/visibilités	Unité	1	6 860	6 860
Publi réportage télévisé	Unité	1	2 287	2 287
<b>II.2 Activités prélabes et de clôture</b>				<b>3 354</b>
Analyse sécuritaire		1	762	762
Atelier communaux de démarrage	Atelier	3	762	2 287
Atelier de planification interne	Atelier	1	305	305
<b>II.3 Résultat 1.1. Appui aux Microentreprises</b>				<b>201 919</b>
A111 Identifier les jeunes et besoins d'appui	Par commu	3	534	1 601
A112 Assurer des formations professionnalisantes		120	141	16 922
A113 Mettre en relations	Par commu	3	152	457
A114 Financer l'installation microentreprises		120	1 524	182 939
<b>II.4 Résultat R1.2 : Développement AGR dans les CVE</b>				<b>269 149</b>
Sensibiliser les jeunes sur les types d'AGR	Par commu	3	305	915
les jeunes en petits équipements et matériels	Kits	300	762	228 674
Former les jeunes sur les GERME	jeunes form	300	56	16 693
Octroi de fonds de roulement	jeunes app	300	76	22 867
<b>II. 5 Résultat 1.3 : Appui aux CFM</b>				<b>8 385</b>
Elaboration des modules de formation	Modules	2	762	1 524
Doter les CFM en équipements et matériels de formation	Kits	3	1 524	4 573
Suivi /appui post installation des jeunes promoteurs	Par commu	3	762	2 287
<b>II.6 Résultat 2.1 Gouvernance communale/paix durable</b>				<b>16 579</b>
Identifier les organisations actives des jeunes	Par commu	3	534	1 601
Former les membres des organes des jeunes		90	35	3 133
Mise en relations avec les communes			-	-
Organiser des débats informés animés par les jeunes	Par commu	3	1 524	4 573
Séances de travail entre les jeunes et les élus	Par commu	6	69	412
Appuyer l'élaboration ou la révision des PDC		3	2 287	6 860
<b>II.7 Risk modifier</b>		1	91 469	<b>91 469</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II</b>				<b>875 714</b>
<b>FRAIS DE STRUCTURE 7%</b>				<b>61 300</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>				<b>937 014</b>